

Succès inégal de la journée "ville morte"

Congo-Kinshasa C'est un "avertissement": Kabila doit partir en décembre.

Congolais, père, mère et enfant, restons tous à la maison ce 16 février 2016." Ce mot d'ordre lancé il y a une semaine seulement par l'opposition, les dissidents de la majorité et la société civile a été bien respecté, quoique inégalement au Congo. Cette journée "ville morte" est un "avertissement" au chef de l'Etat, destiné à le dissuader de chercher à se maintenir au pouvoir au-delà de la fin légale de son second mandat, en décembre 2016.

Le mot d'ordre a été très largement suivi dans la capitale de dix millions d'habitants, d'un calme très inhabituel, mardi matin. Il faut savoir que la très grande majorité des Congolais sont pauvres et ne disposent donc pas de réserves de nourriture chez eux; ils sont obligés de sortir pour se fournir, après avoir "trouvé", chaque jour, l'argent pour ce qui est souvent leur unique repas quotidien. Le succès de l'opération "ville morte" doit donc se mesurer à son respect le matin. Ecoles, banques, bus publics et la plupart des magasins de la capitale étaient alors vides; seuls les fonctionnaires et employés

d'Etat, dont les travailleurs avaient été avertis de ne pas se joindre au mouvement sous peine de perdre leur emploi, ont indiqué certains d'entre eux. Radio France internationale, très populaire à Kinshasa parce qu'elle n'est pas censurée, ne pouvait être captée.

La "Marche des chrétiens"

Grand succès de la journée "ville morte" aussi à Bukavu (Sud-Kivu). A Goma (Nord-Kivu), en revanche, le succès semble avoir été entravé par l'arrestation, lundi soir, de six militants pro-démocratie de Lucha (Lutte pour le changement). Un fort déploiement de policiers et militaires était signalé à Lubumbashi (Katanga), où l'activité n'a été que ralentie, mardi. La ville est la cible, depuis des mois, d'une sévère répression des dissidents de la majorité qui en sont originaires et de leurs partisans.

Le 16 février est l'anniversaire de la "Marche des chrétiens" qui, en 1992, avait réclamé pacifiquement la réouverture de la Conférence nationale souveraine, fermée par Mobutu parce qu'elle réclamait une démocratisation. La police tira dans le tas, faisant officiellement 20 morts – une centaine, selon l'opposition.

L'Eglise entendait commémorer cette marche, mais la tension politique lui a fait annuler ses projets, de peur de nouvelles violences contre

les protestataires. L'opposition, les dissidents de la majorité (opposés à un troisième mandat illégal de Joseph Kabila) et la société civile ont appelé à une journée "ville morte" qui permettait de ne pas mettre la population en danger. Un des principaux organisateurs de la journée à Kinshasa, l'opposant Martin Fayulu, a été interpellé dimanche, son matériel et ses contacts saisis. Et deux activistes de Lucha ont été arrêtés mardi.

Des délais fantaisistes ?

Contrairement aux manifestations de janvier 2015 contre une prolongation de M. Kabila au pouvoir (une quarantaine de morts), dont l'UDPS – empêtrée dans les problèmes internes – avait été totalement absente, le parti d'Etienne Tshisekedi s'est, cette fois, joint à l'appel à la journée "ville morte".

Alors que les autorités multiplient les manœuvres pour ne pas organiser les élections – après que celles de 2011, jugées "non crédibles", ont été incomplètes – la Commission électorale nationale indépendante (Ceni, dont les principales figures ont été remplacées il y a peu par des personnes pro-régime, selon l'opposition) vient d'annoncer qu'il faudrait "13 à 16" mois pour revoir le fichier électoral. La précédente Ceni avait évalué ce délai à 8 mois. Et l'opération avait été réalisée en trois mois en 2011.

Marie-France Cros

"Congolais, père, mère et enfant, restons tous à la maison ce 16 février 2016."

OPPOSANTS AU TROISIÈME MANDAT

10

MOIS DE LA FIN DU MANDAT

C'est le temps qui reste constitutionnellement à Joseph Kabila à la tête du pays.